

la brèche

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Section suisse de la IV^e Internationale



POUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ET UN RECYCLAGE GARANTIS

Les menaces d'une nouvelle récession dans notre pays pour la fin de 1981 vont mettre à l'ordre du jour les problèmes suivants :

- maintien de l'emploi et du niveau de vie (lutte pour les 40 h et pour une échelle mobile des salaires)
- formation professionnelle (recherche d'une place d'apprentissage de son choix).

La formation professionnelle est un problème-clé des années à venir; souvenez-vous des titres des journaux en 1975! par exemple dans la Suisse : "Près de 2000 apprentis attendent; auront-ils tous une place en 1975?" et cela était valable pour le seul canton du Valais! Qu'en sera-t-il en 1981, et en 1982...?

En effet, à chaque récession, le patronat ne se contente pas de restructurer les entreprises en supprimant des places de travail, mais aussi en SUPPRIMANT DES PLACES D'APPRENTISSAGE ASSURANT UNE BONNE FORMATION PROFESSIONNELLE.

Bien entendu, le patronat et sa presse pourront toujours prétendre le contraire puisqu'en 1978 157 571 contrats d'apprentissage ont été signés contre 143 065 en 1974 (+10,14%). Mais que signifie cette augmentation au vu des chiffres suivants :

total des contrats d'apprentissage:	1974	1978	1974-78
vendeur(se) 2 ans de formation	8502	12716	+49,5%
coiffeur(se) 2 ans de formation	3350	4619	+38 %
boulangier-pâtissier	1089	2466	+126,5%
construction	5974	4587	-23,2%
industrie graphique	4210	2363	-43,9%



Est-ce que les jeunes ont subitement été enthousiasmés par les métiers de vendeur(se), coiffeur(se), sommelier(re)? Est-ce des métiers particulièrement bien payés? Est-ce que l'imprimerie, la construction n'intéressent plus les jeunes? ou bien est-ce parce que le patronat restructure le marché du travail? ou bien parce que le patronat préfère dans certains cas un apprenti sous-payé et dans d'autres un ouvrier non-qualifié? La réponse est claire :

- LES JEUNES NE PEUVENT PAS CHOISIR N'IMPORTE QUEL METIER

il faut prendre ce qu'il y a, et s'y prendre assez tôt: dans certaines écoles secondaires, des élèves de 7e se plaignaient que les places d'apprentissage les intéressant étaient déjà prises pour 1982/3. Quelques élèves de 6e (11-12 ans) ont déjà une place d'apprentissage!

Que reste-t-il alors aux enfants scolairement moins doués (les élèves des écoles primaires, les enfants d'immigrés, les handicapés)? Et les filles, désirent-elles toutes être shampoooneuses?

- LE PATRONAT A BESOIN DE MAIN-D'OEUVRE QUALIFIEE, MAIS IL NE VEUT PAS EN PAYER LE PRIX : IL PREFERE UNE MAIN-D'OEUVRE DEQUALIFIEE ET PAS CHERE.

Cette tendance à la déqualification professionnelle est particulièrement grave dans la région horlogère, où :

- * la majorité des travailleurs de l'horlogerie - les femmes - n'ont pas ou peu de qualification professionnelle

- * l'introduction de nouvelles technologies(quartz) ne demandent presque aucune qualification

* le nombre de jeunes qui sont sans formation ou avec une formation au rabais ou qui ne trouve pas de travail dans leur métier augmentent sans cesse

LA CONSEQUENCE DE CETTE DEQUALIFICATION EST DE FAIRE PRESSION SUR LES SALAIRES. Alors qu'en 1960, le salaire moyen dans la région horlogère était au 1er rang suisse, il est aujourd'hui au 14e !



CONTRE LE MONOPOLE PATRONAL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Sur le plan national, une réponse s'impose. C'est pourquoi le Parti Socialiste Ouvrier a fait des démarches auprès de toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier pour lancer en commun une initiative visant à améliorer la formation professionnelle.

Contenu de l'initiative : Pour s'opposer à la déqualification professionnelle et à la nouvelle loi sur la formation professionnelle, qui favorise le sur-nombre des apprentis et l'apprentissage au rabais, il faut briser le monopole patronal de l'apprentissage en créant des ATELIERS PUBLICS D'APPRENTISSAGE sur le modèle de ceux existants déjà, mais en nombre suffisant et sans sélection à l'entrée.

- 1) Les ateliers publics d'apprentissage doivent :
 - garantir une formation professionnelle complète en 3 ans, en particulier pour les plus défavorisés : les femmes, les enfants d'immigrés et les handicapés.
 - garantir des stages de recyclage pour les chômeurs et les femmes reprenant le travail.
- 2) Les ateliers publics d'apprentissage sont créés par la Confédération et un certificat fédéral est délivré à chaque apprenti.
- 3) Le financement est assuré à 75% par un impôt patronal (les 5% de la masse salariale de chaque entreprise) et le reste par la Confédération et l'assurance chômage.
- 4) une disposition transitoire: le délai d'application de l'initiative est de 3 ans.

Pour toi, je n'ai pas de place d'apprentissage



alors je vais dans un atelier public



Effets de l'initiative :

- * création de 10 000 places d'apprentissage (6% de tous les apprentis) et de 5 000 places de recyclage
- * le patronat devra verser 430 millions de francs et la Confédération 140.

Sur le plan local, le PSO pourra intervenir par l'intermédiaire de sa conseillère de ville pour exiger la création de places d'apprentissage par la ville (aux transports publics, dans l'administration par exemple)

SI NOS ACTIVITES ET
NOTRE POLITIQUE
VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Section suisse de la IV^e Internationale

Solidarité avec le peuple salvadorien

L'assassinat des six dirigeants du Front démocratique révolutionnaire, suivi de celui de quatre religieuses américaines, avait provoqué les protestations hypocrites de Carter. Quelques jours plus tard, le colonel Majano quittait la junte de gouvernement pour se réfugier dans la clandestinité, appelant ses partisans à rejoindre l'opposition populaire. Carter en profitera encore une fois pour "regretter" le renforcement de la "droite" dans la junte. Puis il a suffi que le démocrate-chrétien Napoléon Duarte reçoive le titre de président pour que le même Carter annonce la reprise de l'aide militaire et économique à la junte.

Voici cependant que parviennent des témoignages précis des exactions commises par la junte avec l'aide des USA, relevant l'étendue de la répression déployée contre le peuple salvadorien. Certes la presse bourgeoise relate régulièrement le nombre des victimes -9000 en 1980- mais en les présentant comme l'oeuvre des "extrémistes" que la junte cherche à contenir tant bien que mal.

Or, en réalité, cette violence extrême est le fait des forces armées opérant avec les unités paramilitaires d'extrême-droite. Sous prétexte de combattre la guérilla, la junte n'a pas hésité à semer la terreur et la mort dans les campagnes.

Le signal de cette terreur a été le massacre de Sumpul. Le 14 mai 1980, quatorze camions de la Garde nationale arrivent vers 7 heures du matin dans les villages de San-Jacinto et La Arada près du Rio Sumpul qui délimite la frontière avec la Honduras. Le massacre durera 6 heures. Les habitants rassemblés près de la frontière sont assassinés à la machette et à la mitrailleuse. Des paysans honduriens ramasseront dans leurs filets de pêche les corps de petits enfants. Six cents habitants des deux villages réunis périrent ainsi au nom de la lutte contre la guérilla et le communisme.

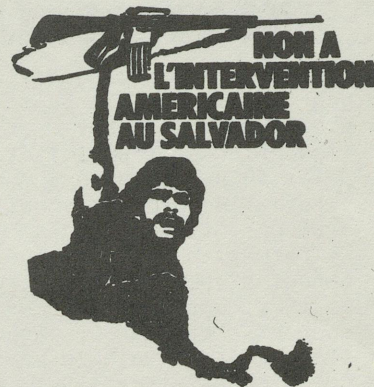
Depuis 20 000 habitants des campagnes sont réfugiés au Honduras dans des conditions déplorables.

Terrés dans les montagnes, sans moyens de subsistance, et terrorisés à l'idée d'être assassinés à quelques kilomètres de la frontière salvadorienne. En effet, la Garde nationale pénètre régulièrement sur territoire hondurien pour pourchasser les réfugiés.

Voilà une partie des témoignages qu'un journaliste du "Monde Diplomatique" a pu recueillir dans les régions les plus reculées du pays. Il n'y a pas lieu de douter de leur véracité, tant les concordances avec d'autres témoignages, notamment en provenance des Eglises salvadoriennes, sont évidentes.

EL SALVADOR

que le massacre cesse !



Les Etats-Unis, qui ont accordé une aide militaire de 5,9 million de dollars pour la seule année 1980, augmentent leur présence militaire sur place, tout en préparant des projets d'intervention plus importants. Des conseillers militaires américains ayant servi durant la guerre du Vietnam prêtent leur concours à la Garde nationale. Et l'on pourrait continuer cette énumération.

La conclusion est claire: au Salvador, la répression prend des allures de Génocide. L'impérialisme américain et ses alliés locaux en sont les principaux artisans. Par tous les moyens cette vérité doit être largement propagée. Afin de renforcer le mouvement de solidarité et pour empêcher que les bourreaux du peuple salvadorien ne restent impunis.

BIENNE : LES LEÇONS D'UN SCANDALE

Depuis les élections communales de novembre un scandale défraye régulièrement la chronique : celui de l'utilisation, à des fins électorales, par quelques candidats du Parti socialiste d'une liste des personnes touchant une rente complémentaire à Bienne.

Les partis bourgeois, l'Entente biennoise orchestrent une véritable campagne à ce propos, se présentant comme les défenseurs de la morale politique, des libertés individuelles et des personnes âgées. Pareil bluff ne peut faire illusion que parce qu'il trouve sa justification dans les méthodes scandaleuses utilisées par ces candidats. Car sur le fond, les partis bourgeois n'ont de leçon à donner à personne, eux qui ont dépensé des dizaines de milliers de francs pour "vendre" leurs candidats comme des produits à lessive, eux qui sont favorables à la mise en place du système KIS qui mettra en fiche un Suisse sur trois. Enfin, quand cette droite se présente comme prenant la défense des personnes âgées, la farce atteint son point culminant: depuis des dizaines d'années en effet les partis bourgeois se sont opposés systématiquement à tout développement et extension de l'AVS.

La campagne d'intoxication, menée sous la baguette de l'Entente biennoise et abondamment relayée par

La campagne pour les droits égaux qui s'ouvre en Suisse, la réaction qu'elle suscite dans les milieux patronaux trouve son pendant à l'échelle internationale. Dans la plupart des pays capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord, le principe de l'égalité des droits, sur le plan juridique, a été acquis au cours des années 70. Des luttes massives se sont développées pour en imposer l'application, notamment dans le domaine de l'égalité d'embauche et salariale.

Pour donner à la campagne du PSO en faveur des droits égaux sa dimension internationale, une tournée de meetings est organisée avec une camarade du Socialist Workers Party des USA, Ilona GERSH, travailleuse des mines du Minnesota.

MEETING POUR L'EGALITE
DES DROITS ENTRE HOMMES
ET FEMMES

MERCREDI 18 FEVRIER 81
RESTAURANT SAINT-GERVAIS

avec une militante féministe
du mouvement pour l'égalité des droits
aux Etats-Unis.

ORGANISATION: PSO

la presse, ne trouve un terrain que grâce aux méthodes utilisées par certains carriéristes, dans les organisations ouvrières traditionnelles, pour assurer leur poste. Car l'envoi de ces tracts n'est - hélas - pas une exception. Le scandale éclaboussé non seulement ses auteurs directs, mais entame aussi la crédibilité des organisations ouvrières les plus importantes. Il est caractéristique d'une

politique, menée par les directions syndicales et par la majorité du parti socialiste, une politique qui privilégie les accords et la collaboration avec le patronat et les partis bourgeois au détriment d'une défense conséquente des intérêts des salariés. C'est la politique de paix du travail, de gestion loyale par les élus socialistes de l'Etat, sur le plan communal, cantonal et fédéral qui est en cause. C'est cette politique qui a ouvert tout grand la porte, dans le mouvement ouvrier, aux arrivistes de tout poil, avides de privilèges et d'honneurs. L'abcès qu'a fait éclater le scandale des rentiers ne peut donc pas être refermé par la simple exclusion des coupables de la fraction parlementaire du parti socialiste. Cette exclusion n'a d'ailleurs pas grande portée, lorsque l'on sait que les exclus gardent toutes leurs fonctions dans le parti et que l'un reste même député du parti au Grand Conseil.

Beaucoup peuvent se demander - et à juste titre - en quoi ces querelles et toute cette cuisine de politiciens les concernent. Tous ces remous post-électorales n'ont pas fait avancer d'un pouce la défense des intérêts des salariés sur leurs lieux de travail. Pour la section biennoise du Parti socialiste ouvrier (PSO) il y a lieu néanmoins de tirer les conclusions suivantes de ce scandale: - d'abord la nécessité pour le parti socialiste biennois et le cartel syndical de rompre avec le leur politique de gestion et de compromission avec les partis bourgeois pour mener une véritable politique ouvrière.

- ensuite, la majorité socialiste à l'exécutif doit rendre des comptes de sa politique non pas essentiellement devant le Conseil de Ville mais surtout devant tous les salariés qui l'ont élue, tous ceux qui, jeunes et vieux, hommes et femmes ont placé un espoir très grand dans cette majorité.